

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNTHOMER FRANCE

704 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
60170 RIBECOURT-DRESLINCOURT

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0005105839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement SYNTHOMER FRANCE implanté 704 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 60170 RIBECOURT-DRESLINCOURT. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a arrêté le rabattement de nappe et a en conséquence averti l'inspection afin de présenter les mesures correctrices.

Un contrôle des ouvrages hydrauliques a été réalisé en concomitance avec la présentation des mesures correctrices.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNTHOMER FRANCE
- 704 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 60170 RIBECOURT-DRESLINCOURT
- Code AIOT : 0005105839
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Synthomer France SAS de Ribécourt-Dreslincourt est spécialisé dans la fabrication de caoutchouc synthétique sous forme liquide ou solide, dont les applications sont diverses et concernent notamment les matériaux de construction, la colle et la peinture.

L'établissement est Seuil haut. Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 27/08/2012.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	contrôle documentaire pour statuer sur le rabattement	Arrêté Préfectoral du 27/08/2012, article AP 27/08/2012 art. 15	Demande d'action corrective	9 mois
2	état des piézomètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article AM 02/02/1998 art. 65 bis	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	prélèvement issu d'un puits dans les eaux souterraines par pompage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article AM 11/09/2003 art. 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêt du rabattement des nappes alluviale et de craie, l'exploitant doit fournir une étude IEM permettant d'écarter tous risques de dispersion de la pollution de manière à ce qu'elle ne porte pas atteinte à l'environnement.

Le contrôle des ouvrages hydrauliques a relevé des non-conformités, notamment un piézomètre ayant été cassé puis reconstruit sans respecter la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle documentaire pour statuer sur le rabattement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2012, article AP 27/08/2012 art. 15
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée :

[...]

Cette surveillance semestrielle statuera sur le confinement hydraulique réalisé au moyen des puits F2 et F3. Ces deux puits installés dans l'aquifère de la craie doivent engendrer un rabattement des eaux de la nappe de craie, mais également de la nappe des alluvions.

[...]

En particulier, si les résultats des mesures mettent en évidence une défaillance du confinement hydraulique, l'exploitant, en coordinations avec les autres exploitants de la plate-forme, en informe le Préfet avec les commentaires et actions correctrices nécessaires et suffisantes.

Constats :

L'exploitant a réduit le rabattement de la nappe prescrit par l'arrêté préfectoral du 27/08/2012. L'article 15 stipule que "si les résultats des mesures mettent en évidence une défaillance du confinement hydraulique, l'exploitant [...] en informe le Préfet avec les commentaires et actions correctrices nécessaires et suffisantes."

L'exploitant aurait dû prévenir les services de la Préfète avant de diminuer le pompage et en conséquence de supprimer le rabattement de nappe.

L'exploitant a justifié cette réduction du débit par plusieurs facteurs :

- Les forages F2 et F3 utilisés pour le rabattement des nappes pompent **uniquement dans la nappe de craie** entre F2 : - 20m et -35m et F3 : -20m et -40m. Ces puits étaient, à l'origine, utilisés pour l'alimentation en eau industrielle. La pollution au chlorure de vinyle étant détectée uniquement dans la nappe alluviale, le rabattement de la nappe profonde crée bien un rabattement de cette nappe superficielle mais tend aussi à faire migrer la pollution de la nappe alluviale vers la nappe de craie (CF plans de coupe des puits F2 et F3 en PJ).

- En 2015 le niveau de la nappe alluviale était très haut et pomper ~250m³/heure ne posait aucun problème. D'après l'exploitant, le niveau de la nappe étant bien inférieur et la directive cadre de protection de la ressource eau étant entrée en vigueur, l'exploitant cherche donc à économiser cette ressource. Il a bien été précisé que **l'Arrêté Préfectoral du 27/08/2024 ayant pour but de protéger l'environnement, il reste applicable malgré l'obligation de la préservation de la ressource imposée par la directive cadre précitée**. De plus, au vu des éléments transmis par l'exploitant, **le niveau des nappes est resté globalement constant**.

- Du fait de la taille importante du site, il a été montré par le bureau d'étude que le gradient du cône de rabattement ne permettait pas d'aller jusqu'aux points de pollution (COHV : pza-N41 à l'Est du site et hydrocarbures dans le dépôt à hydrocarbures du Sud-Ouest du site) et qu'à ces endroits là l'influence du pompage ne permettait plus de rabattre la nappe.

- Pour être sûr de la caractérisation de la pollution, il a été rajouté des piézomètres hors site afin d'en suivre la migration. Ces piézomètres relèvent en effet une pollution au chlorure de vinyle mais moindre, **montrant que malgré le rabattement de la nappe la pollution a continué de migrer en la direction opposée**.

Non conformité (fait modéré) n°1 :

Diminution du rabattement de la nappe et migration de la pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant la réduction du pompage supplémentaire permettant d'effectuer le rabattement des nappes, il est demandé à l'exploitant de rajouter les piézomètres PZA-S40, PZA-Q41, PZA-O41, PZA-P43 et PZA-R43 au suivi des eaux souterraines semestriel. Ces piézomètres sont en aval hydraulique de la pollution au COHV et permettront de vérifier que le panache de migration ne

migre pas en dehors des limites du site. Par courriel du 28 mai 2024, l'exploitant a précisé que ces nouveaux piézomètres sont d'ores et déjà intégrés dans le plan de surveillance semestriel des eaux souterraines.

Demande n° 1 :

Les mesures correctives de l'exploitant sont de fournir une IEM ainsi qu'une EQRS afin de statuer sur les pollutions au COHV (lagunes partie Est du site), au baryum (fossé à l'Est du site) et aux hydrocarbures (parc à hydrocarbures partie Sud-Ouest du site)

Cette IEM permettra de statuer sur d'éventuelles mesures de gestion en fonction des résultats de l'étude.

L'exploitant s'engage à réaliser l'IEM et l'EQRS sous 9 mois, soit à la fin du premier trimestre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : état des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article AM 02/02/1998 art. 65 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

Prescription contrôlée :

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

[...]

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). [...] Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

Constats :

4 piézomètres ont été contrôlés sur le site parmi la quarantaine : pzA-N28, pzA-M30, pzA-N33 et pzA-N41 dont les photos sont en PJ.

Dans les rapports de surveillance des eaux souterraines, les piézomètres sont tous nivelés au niveau du capot de protection, du tubage et du sol à l'exception du pzA-D29.

Lors de l'inspection, **le pzA-M30 présente des non-conformités : absence de dalle béton à la base du piézomètre, pas de tubage de protection, ni de capot. C'est un simple tube en PVC installé pour remplacer le piézomètre arraché pendant la phase de travaux.** Cette non-conformité n'a pas été constatée lors des prélèvements de décembre 2023 et fait suite au démantèlement de la parcelle concernée.

De même pour le pzA-N33 qui doit être fermé en permanence par un cadenas. La charnière du couvercle étant grippée, il ferme mal et a tendance à rester ouvert. Un entretien de la charnière est à réaliser en parallèle de la pose d'un cadenas afin de s'assurer qu'il reste fermé en permanence.

Les deux autres piézomètres contrôlés sont conformes.

Non conformité (fait modéré) n°2 :

Présence de piézomètres installés sur le site sans le respect des règles de l'art : piézomètre non cadenassé, charnière ne permettant pas de fermer correctement le capot du piézomètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : il est demandé à l'exploitant d'avoir fini les travaux de remise aux normes du pzA-M30 pour le 30 octobre 2024

Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'entretien de la charnière du pzA-N33 et de lui apposer un cadenas pour le 30 juillet 2024.

L'exploitant a demandé de bénéficier de 4 mois pour remettre aux normes le pzA-M30 car le prestataire installera à fin octobre 3 nouveaux piézomètres au niveau du parc à hydrocarbures et il n'a pas de disponibilité avant pour venir refaire l'installation du pzA-M30.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : prélèvement issu d'un puits dans les eaux souterraines par pompage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article AM 11/09/2003 art. 4

Thème(s) : Risques chroniques, état des puits et protection de la ressource eau

Prescription contrôlée :

"Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine."

Constats :

Les puits F2 et F3 ont été contrôlés. Alimentant le site en eau industrielle, ils sont bien fermés et ne posent aucun problème de pollution de la nappe de craie vis-à-vis de l'extérieur.

Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni les rapports de contrôle et de maintenance de 2013 de ces puits.

L'exploitant s'est engagé à réaliser un nouveau contrôle des puits F2 et F3 via un passage caméra qui sera réalisé pendant le dernier trimestre 2024.

Selon le résultat du passage caméra, l'exploitant fera un nettoyage et curage des puits du même type que celui réalisé en 2013.

Un plan d'entretien décennal des puits correspond à un entretien régulier, comme prescrit dans l'article 4 de l'AM 11/09/2003 contrôlé.

Type de suites proposées : Sans suite